

You asked us about... late and delayed bids

3 1761 1170940 8



Canada

As you know...

Any individual or firm, no matter how large, how small or where located in Canada, has the right to apply to do business with the federal government. We encourage you to read this publication which is one in a series designed to help you do business with us – the Supply Administration of Supply and Services Canada (SSC).

Late bids

A **late** bid is one received in the location designated in the solicitation after the stipulated closing date and time. Late bids are rejected and returned unopened.

...and delayed bids

A **delayed** bid is one received in the location designated in the solicitation after the stipulated closing date and time but as a result of an abnormal delay in delivery which can be substantiated as being attributable to Canada Post Corporation (CPC) or SSC.

For the purpose of bid solicitation, SSC considers 48 hours (96 hours outside Canada) to be an acceptable standard for delivery of the specially marked bid-return envelopes. Bids mailed in the Canada Post system less than 48 hours (96 hours outside of Canada) and received late will not be considered for contract award.

Acceptable evidence

A Canada Post Cancellation Time Stamp or receipt issued by Canada Post clearly indicating the time and date of registration are the only pieces of evidence of timely mailing acceptable to SSC. Postmarks or receipts showing only the date, and not both date and time, or vice-versa, do not constitute acceptable evidence.

Postage meter imprints by either the supplier or Canada Post, certificates of mailing, or affidavits and other such statements are not acceptable.

Should delay occur within SSC, either a date-and-time stamp or other such documentary evidence within the control of SSC is acceptable evidence of timely receipt.

What about telegraphic bids? -Z008

Bids may be submitted by telex or commercial telegram, unless otherwise instructed in the solicitation. Only mistaken handling in SSC will excuse lateness of a telegraphic bid. Faulty handling by others, misrouting, volume traffic, weather disturbances, etc. are not acceptable reasons for delay.

Can contract award be withheld?

Appeal by a bidder for reconsideration of a rejected late bid does not constitute grounds for withholding award of contract.

The responsibility is yours

The responsibility for ensuring that bids are delivered on time to the location specified in the bid solicitation lies with you. When a bid requires clearance at customs, allow sufficient time – delay at customs cannot be construed as undue delay in the mail. Taking care in delivering your bid will prevent not only frustration, but also loss of time and money.

A final word

Every large organization must have some rules and regulations governing its business transactions; on occasion – and especially at first sight – these can seem to be daunting. We hope this publication will reassure you and that it along with the others in the *You asked us about...* series will prove helpful to you. Please call us if we can assist in any way – we're here to help. For those readers who are not yet doing business with us, we hope we may have the pleasure of adding your name to our lists of qualified suppliers in the very near future.

For more information, please contact:

Corporate Relations Branch
Supplier Relations Section
14A1, Phase III
Place du Portage
Hull, Québec
K1A 0S5
(819) 997-2686

Published under the authority of the
Minister of Supply and Services
Government of Canada

This publication was prepared by
Corporate Relations Branch
Supply Administration
Supply and Services Canada (SSC)

© Minister of Supply and Services
November 1984

Cat. No. P35-20/5-1984
ISBN 0-662-53361-5



Parlons de... soumissions en retard ou retardées

Comme vous savez...

Toute personne ou entreprise, quels que soient sa taille et son lieu d'exploitation au Canada, a le droit de demander de faire affaire avec le gouvernement fédéral. Nous vous encourageons à lire cette publication qui fait partie d'une série destinée à vous aider à transiger avec nous, de l'administration des Approvisionnements et Services Canada (ASC).

Soumission en retard

Une offre **en retard** est celle qui parvient à l'endroit désigné dans l'appel d'offres après la date et l'heure de clôture stipulées. Les offres en retard sont refusées et renvoyées à l'expéditeur.

...ou retardée

Une offre **retardée** est celle qui parvient à l'endroit désigné dans l'appel d'offres après la date et l'heure de clôture stipulées en raison d'un retard indu dans la livraison qui peut être attribué à la Société canadienne des postes ou à Approvisionnements et Services Canada. Les soumissions retardées sont alors examinées aux fins d'adjudication du marché.

Approvisionnement et Services Canada juge que 48 heures, ou 96 heures en provenance de l'étranger, constitue un délai raisonnable pour qu'une offre acheminée par la Société canadienne des postes arrive à l'endroit stipulé avant la date et l'heure de clôture. Les offres postées moins de 48 heures, ou 96 heures à l'étranger, avant la date et l'heure de clôture et reçues en retard ne seront pas examinées aux fins d'adjudication du marché.

Preuves acceptables

Le cachet de la Société canadienne des postes ou un récépissé émis par celle-ci indiquant clairement la date et l'heure de la recommandation sont les seules preuves acceptables, aux yeux d'Approvisionnement et Services Canada, que le dépôt a été fait à temps. Les cachets ou récépissés ne portant que la date et non la date et l'heure, et vice versa, ne sont pas acceptables, pas plus que les impressions de machine à affranchir, les certificats de dépôt, les déclarations sous serment ou toute autre déclaration similaire.

S'il se produit un retard à l'intérieur du Ministère, une estampille portant la date et l'heure ou autres preuves de même nature pouvant être contrôlées par le

Ministère attesteront que la soumission a été reçue dans les délais fixes.

Offres par télégramme

A moins d'indications contraires dans l'appel d'offres, les offres peuvent être envoyées par télex ou par télégramme commercial. Seule une **erreur** commise par Approvisionnement et Services Canada peut justifier le retard d'une offre communiquée par cette voie. Les retards imputables à une erreur d'acheminement, à l'encombrement des lignes, à des perturbations atmosphériques ou autres causes ne sont pas considérés comme justifiables.

Peut-on différer l'attribution d'un marché?

Un appel fait par un soumissionnaire qui désire faire réexaminer une offre rejetée pour cause de retard ne constitue pas une raison suffisante pour différer l'adjudication d'un marché.

Il n'en tient qu'à vous...

C'est à vous qu'il appartient de présenter les soumissions à temps et à l'endroit précisé dans l'appel d'offres. Si l'offre doit être dédouanée, vous devez prévoir suffisamment de temps et on ne peut, dans ce cas, parler d'un retard indu dans le service postal. En respectant les échéances, vous vous épargnerez bien des soucis sans parler des pertes de temps et d'argent.

Cela dit...

Tout grand organisme doit forcément établir des règles et règlements régissant ses opérations commerciales. À première vue, ceux-ci peuvent sembler intimidants. Aussi espérons-nous que cette publication et les autres de la série *Parlons de...* sauront vous rassurer et surtout, vous être utiles. Sans doute aurez-vous encore des questions à éclaircir. N'hésitez pas à communiquer avec nous, nous sommes là pour vous aider! Quant aux lecteurs qui ne font pas encore affaire avec nous, nous espérons avoir bientôt le plaisir d'ajouter leur nom à nos listes de fournisseurs qualifiés.

Pour de plus amples informations, s'adresser à :

La Direction des relations publiques
Section des relations avec les fournisseurs
14A-1, Phase III
Place du Portage
Hull (Québec)
K1A 0S5
(819) 997-2686

Publication autorisée par le
Ministre des Approvisionnements et Services
Gouvernement du Canada

Ce dépliant a été préparé par la
Direction des relations publiques
Administration des Approvisionnements
Approvisionnement et Services Canada

© Ministère des Approvisionnements et Services
novembre 1984

N° de cat. P35-20/5-1984
ISBN 0-662-53361-5